

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 10/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARDEA

34 B BD ORNANO
93200 Saint-Denis

Références : -
Code AIOT : 0005900564

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2025 dans l'établissement ARDEA implanté 48 route Nationale B.P. 6 25220 Roche-lez-Beaupré. L'inspection a été annoncée le 12/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARDEA
- 48 route Nationale B.P. 6 25220 Roche-lez-Beaupré
- Code AIOT : 0005900564
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société est spécialisée dans le conditionnement de produits destinés aux industriels mais surtout aux particuliers pour des usages du quotidien dont le bricolage.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	30 jours
7	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9 et son annexe	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
2	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet
8	Etat des matières stockées - information de la population	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 2	Sans objet
9	Etat des matières stockées - Modalités de mise à jour	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

ARDEA a entamé sa réflexion concernant la nécessité de prévoir la réalisation des premiers

prélèvements dans l'environnement en cas d'accident. Une stratégie de prélèvement a été élaborée mais l'exploitant doit la compléter avec l'ensemble des matrices possibles (eau et sol) et encore clarifier qui sera chargé de réaliser ces prélèvements afin de pouvoir mettre à jour son plan d'opération interne (POI).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.
Constats : ARDEA dispose d'un plan d'opération interne (POI) depuis le 27/05/2013. La dernière révision date du 23/11/2022. Il est actuellement en cours de révision pour une version aboutie d'ici fin 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »
Constats : Le dernier exercice POI réalisé par ARDEA date du 21/11/2023. Le scénario qui a été testé est celui d'un incendie de la chaîne de conditionnement des bouteilles de 1L dans l'usine 3. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il souhaite réaliser un nouvel exercice en présence du SDIS d'ici février 2026, sous réserve des disponibilités du SDIS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...]

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

Constats :

L'exploitant a produit en interne une liste des produits de décomposition possibles en cas d'incendie ou de dispersion toxique à partir des données contenues dans les fiches de données de sécurité des produits présents sur son site et des données issues de France Chimie.

La liste contient les substances suivantes : CO₂, CO, NO_x, HCl, Cl₂, COV, SO₂, HAP, dioxine, NH₃, suies.

Il s'est basé sur cette liste pour établir sa stratégie de prélèvement dans l'environnement suite à un accident.

Il n'a toutefois pas considéré les matrices eau et sol, hors l'étude de dangers du site présente certains scénarios liés à l'épandage de substances toxiques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de compléter sa liste des substances recherchées dans l'environnement avec les matrices eaux et sols.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

Constats :

ARDEA a mandaté ATMO 25 afin d'établir une stratégie de prélèvement pour le site en cas d'accident.

ATMO 25 a produit un rapport en mai 2025 qui établit, notamment à partir de la liste des produits de décomposition produite par ARDEA, des vents dominants et du contexte urbanistique et social du périmètre considéré :

- une liste de matériel nécessaire afin d'assurer les premiers dans l'environnement en phase d'urgence, sur 24h et à plus de 24h après l'accident
- une liste de point de prélèvement proches et éloignés, tenant compte notamment des points d'intérêts particulier (exemple : présence d'une école dans le périmètre considéré)

ARDEA est désormais en train d'évaluer s'il est préférable de prévoir les moyens internes permettant de mener les premiers prélèvements dans l'environnement en cas d'accident ou si le site établit un contrat avec un prestataire externe. La difficulté étant notamment de trouver un prestataire pouvant se rendre en moins de 3h sur place.

Un devis en date du 25/09/25 a été établi auprès de Terra environnement, membre du réseau des intervenants en situation post-accidentelle (RIPA) concernant le matériel nécessaire pour assurer les premiers prélèvements. Le matériel figurant sur le devis présenté lors de l'inspection est cohérent avec la stratégie de prélèvement prévue par ATMO 25.

Terra environnement dispose en outre d'une astreinte pouvant réaliser les analyses des substances à partir des prélèvements réalisés par ARDEA.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur

<p>et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</p> <p>[...]</p> <p>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>ARDEA est en train d'évaluer s'il est préférable de prévoir les moyens internes permettant de mener les premiers prélèvements dans l'environnement en cas d'accident ou si le site établit un contrat avec un prestataire externe. La difficulté étant notamment de trouver un prestataire pouvant se rendre en moins de 3h sur place.</p> <p>Si l'option choisie est celle des prélèvements en interne, une équipe d'astreinte formée du personnel d'encadrement sera formée.</p> <p>ARDEA prévoit une décision finale d'ici la fin d'année 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Liste des produits de décomposition

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière mise à jour de l'étude de danger d'ARDEA date de novembre 2022. Le site n'est donc pas concerné par cette prescription. Toutefois dans le cadre de l'instruction de cette étude de danger, il est fait part à l'exploitant qu'il serait pertinent de la compléter avec la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9 et son annexe
Thème(s) : Situation administrative, PAC 2023
Prescription contrôlée : Nomenclature et régime en fonction du classement ICPE du site identifié
Constats : L'exploitant a déposé un porter à connaissance en date du 13 juin 2023 en préfecture où il informe des changements suivants par rapport à l'APC n° 25-2016-02-02-001 daté du 2 février 2016 : <ul style="list-style-type: none">- Rubrique 4511 : passage du seuil de l'autorisation à celui de non-classé (quantité inférieure à 100 T)- Rubrique 4510 : passage du seuil de la déclaration à celui de l'autorisation (quantité supérieure à 100 T)- Rubrique 4734 : passage du seuil de la déclaration (quantité supérieure ou égale à 50 T d'essence ou 250 T au total, mais inférieure à 1 000 T) La demande de K/K a été déposée en 2025, l'exploitant a reçu une dispense d'évaluation environnementale le 29/09/2025. En ce qui concerne la rubrique 4511, l'exploitant a notifié la cessation d'activité le 15/04/2025. En application de l'article L.512-6-1 relatif à la cessation des activités classées sous le régime de l'autorisation, l'exploitant doit obligatoirement procéder à la mise en sécurité des installations exploitées au titre de la rubrique ICPE arrêtée, et faire établir une ATTES-SECUR. Il doit également procéder à la réhabilitation des terrains. A noter que l'exploitant peut demander le report de réhabilitation en justifiant cette demande.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de conclure la cessation d'activité de la rubrique 4511 en présentant une ATTES-SECUR et un mémoire en réhabilitation ou en demandant un report de réhabilitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Etat des matières stockées - information de la population

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 2
Thème(s) : Risques accidentels, Inventaire synthétique
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

Constats :

Lors de l'inspection réalisée le 17/03/2025 dans le cadre de l'action nationale sur l'état des stocks, il avait été constaté que *"l'état synthétique des matières stockées est encore trop détaillé puisqu'il est disponible sous forme d'une ligne par produit. Néanmoins, toutes les informations sont disponibles : quantités par zone, par produit (les noms sont facilement compréhensibles par la population. Exemples : acétone, brou de noix, antiverdissure...) et par type de danger : écotoxique, corrosif, inflammable et combustible) dans le fichier d'état des matières stockées."*

Il avait été demandé à l'exploitant de produire un état des stocks sous format plus synthétique en ne reprenant que les informations essentielles pour l'information de la population.

Lors de l'inspection du 03/10/25, l'exploitant a présenté la mise à jour de l'état des stocks datant du matin-même (une mise à jour est enregistrée quotidiennement). L'exploitant a indiqué avoir regroupé par code famille (appellation plus générique) les produits dans l'état synthétique des stocks par rapport à celui qui avait été présenté en mars.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Etat des matières stockées - Modalités de mise à jour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 2

Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour du POI

Prescription contrôlée :

[...]L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. [...]

Constats :

Lors de l'inspection du 24/09/24, il avait été demandé à l'exploitant de faire figurer un état des matières stockées "type" avec les familles de produits et quantités présentes sur le site dans son plan d'opération interne. Lors de l'inspection du 03/10/2025, l'exploitant a indiqué qu'un état des stocks serait bien annexé au POI mis à jour.

Type de suites proposées : Sans suite